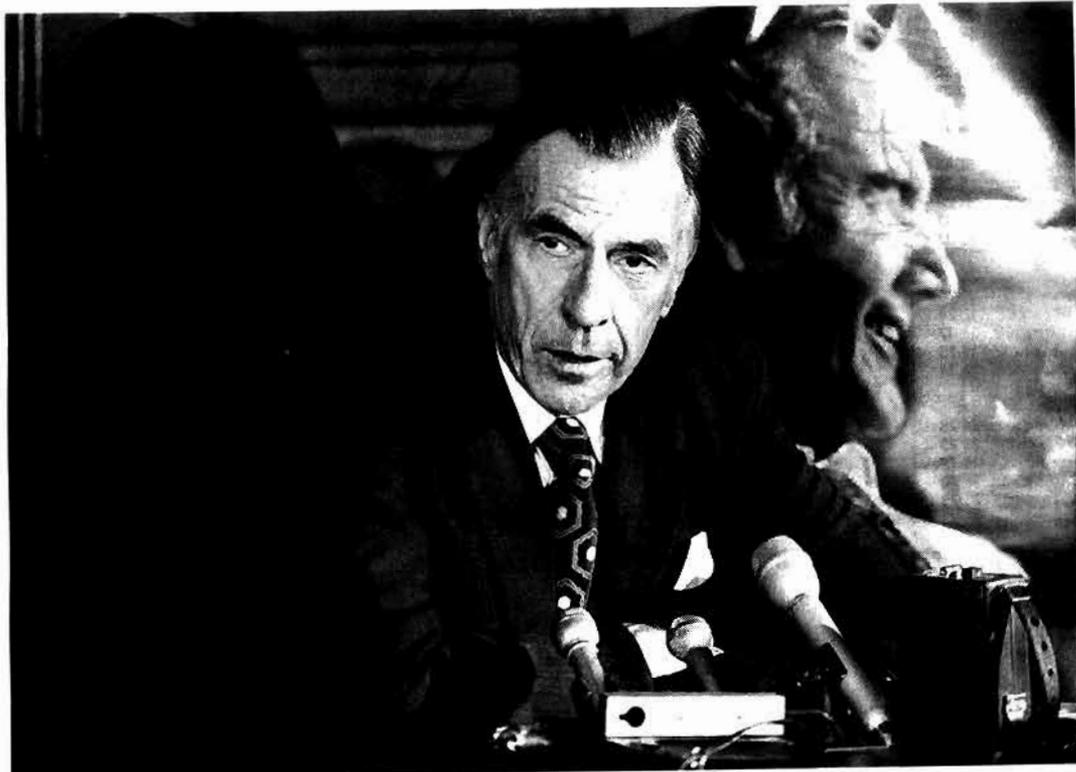


John Kenneth Galbraith



Personnage hors du commun, il fut le détracteur de l'économie de marché

LE PLUS CÉLÈBRE des économistes américains, John Kenneth Galbraith, est mort samedi 29 avril dans un hôpital de Cambridge (Massachusetts) à l'âge de 97 ans.

Né au Canada le 15 octobre 1908, fils de fermier de l'Ontario, il conquiert ses grades supérieurs à l'université de Californie avant de se retrouver professeur adjoint à Princeton en 1934.

De 1940 à 1946, il occupe différents postes dans l'administration fédérale (défense nationale, économie, agriculture) et collabore après la guerre à la revue *Fortune*. Démocrate, il fut l'un des principaux collaborateurs de Kennedy, qui le nomme ambassadeur en Inde de 1961 à 1963. Sa carrière universitaire fut surtout marquée par son enseignement à Harvard à partir de 1949 puis, à dater de 1971, dans différentes universités européennes : Cambridge, Paris, Genève, Oxford, Louvain.

Ce n'est ni l'enseignement ni la parenthèse diplomatique qui feront la renommée de John Kenneth Galbraith, mais ses livres, articles, réponses à des interviews, participations à des colloques, révélant peu à peu un personnage hors du commun.

Par sa taille d'abord (2,03 mètres), son visage ascétique, ses yeux mi-clos et cette façon qu'il avait, par la plume ou la parole, de lancer des imprécations ou de jouer de l'humour pour faire mentir Carlyle, qui écrivit un jour que l'économie était une « science lugubre ». Ce fut sans doute le plus décapant de ses collègues sur le registre des libéraux américains (c'est-à-dire de la gauche).

Contrastes choquants

La réputation de Galbraith se fait jour en 1955 avec son livre sur *La Crise économique de 1929* (*The Great Crash*), où il se complait à tirer à boulets rouges sur les prévisionnistes qui, au début de l'année fatale, peignaient en rose l'évolution économique malgré des signes négatifs, occultés afin de ne pas freiner l'envol de Wall Street.

Mais c'est *L'Ere de l'opulence* (*The Affluent Society*, 1958) qui propulse notre auteur sur le devant de la scène. Il est sans doute le premier à avoir regardé d'un peu près l'évolution de la société de consommation et trouvé derrière une façade d'euphorie des signes inquiétants qui deviendront banals dix ans après aux

Etats-Unis et en Europe : création de besoins artificiels pour faire tourner au plus fort la machine productive, inflation, excès des ventes à crédit, dépendance accrue des « choses », etc. Au reste, John Kenneth Galbraith avait mis en exergue de son premier chapitre cette citation d'Alfred Marshall : « L'économiste doit, comme tout le monde, se préoccuper des fins ultimes de l'homme. »

A cet égard, il voit que la société de consommation est aussi celle des contrastes choquants : entre la surabondance des biens produits par l'industrie privée et le dénuement des services publics, entre la société d'abondance et les îlots de pauvreté, entre les théories archaïques et la réalité.

Le Nouvel Etat industriel (*The New Industrial State*, 1967) confirme l'originalité et l'ampleur de ses vues sur le système économique américain. Tournant délibérément le dos aux traités d'économie politique à la mode qui ronronnaient sur les lois du marché, il affirme que le « modèle » d'outre-Atlantique est celui de la « technostucture », mot qui fera florès.

Le lobby militaro-industriel mène le bal sans qu'on s'en rende compte et non pas le consommateur, asservi à ses fins. « Les citoyens sont manœuvrés par ceux qui, nominalement, sont là pour les servir. » Finalement, c'est l'organisation, c'est-à-dire la bureaucratie publique et privée, qui détient le vrai pouvoir. Le défi qu'il faut affronter n'est pas celui que pose aux économies moins avancées la surpuissance américaine, c'est celui que les Etats-Unis s'adressent à eux-mêmes, où il y va de l'homme et de sa liberté.

A mesure qu'avance sa plume, John Kenneth Galbraith se complait sur le registre politique. Dans son livre *La Science économique et l'intérêt général* (*Economics and the Public Purpose*, 1973), il n'hésite pas à écrire que les lois antitrust sont « admirablement inoffensives » et qu'il faut émanciper l'Etat des grandes firmes afin qu'il devienne vraiment « le bien commun de la nation ». Il intitule carrément un chapitre « L'impératif socialiste », précisant que le nouveau socialisme « n'est pas idéologique, mais qu'il nous est imposé par les faits ». Un cas concret : toute entreprise qui tire plus de la moitié de son chiffre d'affaires de l'Etat, estime-t-il, doit être nationalisée.

Dans un autre ouvrage sur *La Pauvreté de masse* (*The Nature of Mass Poverty*, 1979), il met en cause les politiques classiques d'aide au tiers-monde sous forme de capitaux ou d'assistance technique. « C'était le remède qui impli-

quait le diagnostic. Nous possédons du vaccin, donc le malade a la variole. » Pour John Kenneth Galbraith, le vrai drame c'est que les pauvres s'accrochent à leur état. Réaction tout à fait rationnelle : « Si la pauvreté est cruelle, une lutte perpétuelle et perpétuellement vaine pour y échapper le serait plus encore. » Il faut donc aider d'abord ceux qui s'aident eux-mêmes, la minorité qui ne se résigne pas, et favoriser le développement endogène, autocentré, des pays pauvres. Alors les minorités feront levier...

L'appétit pour la « chose politique » le conduira également à décrire *L'Anatomie du pouvoir* (*The Anatomy of Power*, 1983). Sa recherche est moins profonde que celle de Max Weber, de François Perroux ou de Bertrand de Jouvenel, mais, en analysant les constantes du phénomène, il porte un éclairage précieux sur sa dialectique à partir des trois sources qu'il a repérées : la personnalité, la propriété et l'organisation. On ne sera pas surpris qu'il insiste particulièrement sur cette dernière.

« Justice sociale »

John Kenneth Galbraith se mue en anthropologue dans *La République des satisfaits* (*The Culture of Contentment*, 1992), où il s'émeut du fait que la majorité de ceux qui votent font partie de la population plutôt favorisée. Malgré les 13 % d'Américains vivant au-dessous du seuil de pauvreté, la politique du « contentement » pourra durer longtemps encore, même avec un président démocrate.

Dix ans plus tard, il reprend la plume pour fustiger une fois de plus le système de pensée libérale, sous le titre *Les Mensonges de l'économie*. Pour lui, les pressions financières, politiques ou les modes du moment colorent la vérité au gré des gouvernements. « Une vérité, écrit-il, qui n'entretient aucune relation nécessaire avec le réel. »

Notre auteur ne se désintéresse pas des malheurs européens et notamment de celui du chômage. Dans un entretien donnée à l'âge de 86 ans à notre journal (*Le Monde* du 29 mars 1994), il affirmait : « La cause de la justice sociale n'est pas seulement juste, mais remplit une vraie fonction économique », dénonçant la poursuite de politiques monétaires restrictives et lançant : « Si vous baissez les salaires, vous augmenterez le chômage. »

John Kenneth Galbraith n'avait pas choisi par attitude le rôle de l'anticonformiste. Il savait que la ligne de plus grande pente conduit toujours vers la croissance des inégalités. ■

PIERRE DROUIN